



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 132 - juillet/aout 1984

PRIX : 2 Frs.

TECHNO : UNIR

on change
de nom
mais la
dictature
demeure



SOMMAIRE

AU

VERSO

DANS CE NUMERO : MALI ... SENEGAL ...

COTE D'IVOIRE ...

HAUTE VOLTA ...

SOMMAIRE

éditorial

Page 2

- Editorial

TCHAD : ON CHANGE DE NOM MAIS LA DICTATURE DEMEURE

Page 3

- TCHAD : M. N'Gan-
gbet à la recher-
che d'un poste

Une nouvelle organisation politique, UNIR (Union Nationa-
le pour l'Indépendance et la Révolution) a été créée par le régime
à l'issue d'un congrès des Forces Armées du Nord qui s'est tenu à
N'Djaména vers la fin de juin.

Page 4

- MALI : une poignée
de dollars pour
les galonnés

Ainsi donc la tendance du Frolinat au pouvoir disparaît
pour faire place à une sorte de Parti unique dominé par les FAN. Ce
parti unique ambitionne de regrouper en son sein toutes les forces
politiques, y compris celles de l'opposition. Un Comité Central a
été mis en place. En bon dictateur Habré s'est proclamé lui-même
président de l'UNIR. Lui-même a choisi les 60 membres qui composent
le Comité Central. C'est également lui qui choisira les membres du
Bureau Politique.

Page 5

- SENEGAL : une
vieille politique
agricole

Les autorités de N'Djaména n'expliquent pas, pour l'ins-
tant, les raisons qui les ont poussées à créer ce parti politique.
Mais il semble que l'impérialisme français y soit pour quelque cho-
se. Celui-ci, en refusant poliment d'aider militairement les FAN à
mâter la rébellion -ce qui est très difficile- ne laisse à Habré au-
cune autre perspective que la négociation.

- COTE D'IVOIRE :
vous avez dit
crise ?

S a n s les troupes de l'impérialisme, les FAN ne font pas
le poids face à leurs adversaires. Exploitant la situation, l'impé-
rialisme français pousse de plus en plus Habré à négocier avec ceux
de l'opposition. Mais pour que toute cette cuisine politique ait
des chances de succès, il fallait à tous ces gens un large cadre
dans lequel se retrouveraient toutes les forces politiques pour gou-
verner ensemble. On peut donc inscrire la création d'UNIR dans ce
cadre dans la mesure où ce parti se veut parti de tous les Tchadiens
sans exclusive, parti de la réconciliation nationale.

Page 6

- HAUTE VOLTA : la
"révolution" en
question

Page 9

- AFRIQUE DU SUD :
un système odieux
lié à l'exploita-
tion capitaliste

Seulement voilà : le "bill-bill", boisson de la réconci-
liation contient déjà beaucoup d'eau. En effet le régime dictatorial
annonce à grands renforts de publicité que trois formations politi-
ques ont rejoint les rangs de l'UNIR. La bonne blague ! Le "Froli-
nat originel" de Abba Siddick, le RUDT de Djidingar Michel et le
RNDP de Kassiré Benoit n'existent que de nom. Il y a belle lurette
que les principaux dirigeants s'étaient vendus au gouvernement de
Habré pour des postes ministériels ou de Directeur Général.

*** *** ***

A B O N N E M E N T S

FRANCE : 1 an
- pli ouvert : 24F
- pli fermé : 48F

Etranger : écrire
au journal

A D R E S S E

DUFEAL-COMBAT OUVRIER

pour le P A T

B P 42

92 114 Clichy-Cédex

Le changement de nom peut cacher une manoeuvre politi-
cienne : supprimer la mauvaise image de marque du gouvernement ac-
tuel. En effet la simple évocation du mot FAN fait peur, surtout
aux populations du Sud qui ont fui N'Djaména lors des affrontements
de février 1979. Car il signifie pour elles : répression, exactions,
vols, barbarie. Sous la bannière d'UNIR, Habré et ses FAN cherchent
à apparaître non plus comme une tendance, mais comme un parti de
gouvernement. Maintenant, plus de FAN, plus de Frolinat, mais UNIR.
Il reste à savoir si l'opposition armée dirigée par Goukouni ac-
ceptera de se dissoudre dans l'UNIR. En tout cas il faut attendre
les négociations prévues à Brazzaville, au Congo, pour voir ce qui
en sortira.

... / ...

D'ores et déjà on peut affirmer qu'un changement de nom ou une combinaison politique quelconque des forces de l'opposition avec celles du gouvernement n'effacera pas la dictature. Dans le passé, sous le régime de Tombalbaye, le parti unique avait aussi changé de nom, mais la politique dictatoriale demeurait la même.

Seuls les travailleurs et les paysans pauvres tchadiens -s'ils s'organisaient dans leur propre parti- pourraient, par la lutte contre les valets nationaux, apporter un changement radical allant dans le sens de leurs profondes aspirations.

*** **

TCHAD

M. NGANGBET A LA RECHERCHE D'UN POSTE

Sous le titre pessimiste PEUT-ON ENCORE SAUVER LE TCHAD ? , un ancien ministre tchadien, Michel N'Gangbet, vient de publier un livre aux Editions Karthala.

Après avoir donné un aperçu bref et pas toujours exact de la guerre du Tchad, l'auteur a considéré (en guise de transition, avant de proposer sa propre "solution") l'intervention française au Tchad comme un facteur de stabilité et de paix ; puis il s'est félicité "de la conférence de presse tenue -le 26 août 1983- par le président Mitterrand. Le problème tchadien, a-t-il ajouté, fut clairement exposé ainsi que le remède esquissé".

Mais alors, s'il était d'accord avec le "remède esquissé" par le guérisseur Mitterrand, pourquoi voudrait-il en proposer d'autres ? C'est que sa solution n'est en fait qu'une variante. En effet, partant de la constatation que " l'Histoire du Tchad, depuis son indépendance, nous enseigne que les habitudes centralisatrices et autoritaires sont de plus en plus inadaptées et de moins en moins bien supportées", il en arrivait à cette conclusion tout à fait originale : "le Tchad doit tenter l'expérience du multipartisme, gage de la vraie démocratie, doublée d'une décentralisation pour associer les ethnies à la gestion de l'Etat". Comment y parvenir ? M. N'Gangbet avait la réponse toute prête : "nous pensons que seul un organisme international neutre, comme l'ONU par exemple, pourra régler ce problème".

Ceux qui connaissent M. N'Gangbet ne peuvent que sourire quand ils l'entendent parler de démocratie aujourd'hui. Cet homme avait collaboré avec le régime à parti unique du dictateur Tombalbaye, il avait participé au gouvernement dictatorial de Malloum, puis à celui de Goukouni. Et c'est maintenant qu'il découvre les vertus du "multipartisme" et de la "décentralisation" !

Quant à la solution qui consiste à avoir recours à l'ONU, elle est celle d'un homme habitué à faire des courbettes devant l'impérialisme. L'ONU n'est pas un organisme "neutre" . Elle est un des instruments de la politique étrangère de l'impérialisme américain. Et chaque fois qu'elle intervient dans un conflit armé, elle essaie toujours de le régler en fonction des intérêts de celui-ci. C'est ce que les forces armées de l'ONU avaient fait par exemple au Congo (actuel Zaïre) en 1961, en assassinant Patrice Lumumba, un nationaliste trop radical à leur goût. C'est aussi ce que la force interafricaine -financée essentiellement par les USA- a fait au Tchad en hissant le sanguinaire Hissène Habré au pouvoir.

.../...

Si M. N'Gangbet voudrait se mettre au service de l'Oncle Sam (comme le fait d'ailleurs son compère Habré), cela est son affaire, mais qu'il ne brouille pas les cartes en invoquant le sort des populations tchadiennes. Dans quel pays l'impérialisme a défendu la "démocratie" dont il parle ? Aucune puissance ni aucune classe possédante n'a jamais accordé d'elle-même la liberté aux opprimés. Partout où ceux-ci arrivent à avoir un minimum de libertés, c'est toujours au prix de leurs luttes et de leur sang.

Dans son introduction, M. N'Gangbet a précisé : "notre ambition est ici de témoigner et d'apporter un éclairage supplémentaire au problème --combien complexe-- du Tchad et peut-être de contribuer modestement à la solution que les tchadiens devons trouver au drame qui déchire leur pays". Eh bien, nous sommes obligés de constater qu'il n'a atteint aucun de ses objectifs : il n'a apporté ni témoignage nouveau ni "éclairage supplémentaire". M. N'Gangbet est un politicard pour le moment écarté de la mangeoire gouvernementale et il cherche désespérément à y revenir. Par le livre qu'il vient de publier, il tente tout simplement d'attirer l'attention de ses maîtres sur son cas.

Peut-on encore sauver le Tchad ? Oui. Sans doute. Mais cela se fera par la lutte des pauvres contre M. N'Gangbet et les autres valets (au pouvoir ou pas) qui, par leur politique désastreuse, ont précipité le pays dans le chaos actuel.

=====

MALI une poignée de dollars
pour les galonnés

Le gouvernement américain vient d'accorder une aide alimentaire d'un montant d'un milliard 820 millions de F CFA au gouvernement de Moussa Traoré. Il y a eu une grande publicité autour de cette prétendue aide. C'est Alioune Blondin Beye, ministre des Affaires Etrangères du Mali et l'ambassadeur des USA à Bamako qui ont signé cet accord.

Le représentant de l'impérialisme américain a profité de cette occasion pour dire que "l'aide alimentaire peut être un important outil de développement aussi bien qu'une aide humanitaire". Il a évoqué les "grandes actions que déploie le gouvernement américain afin d'aider les pays sahéliens éprouvés par la sécheresse à surmonter leurs difficultés".

Tels sont les bla-bla de l'ambassadeur des USA à Bamako. Pour une petite poignée de dollars accordés aux galonnés corrompus de Bamako. Car cette prétendue aide, la population n'en verra pas la couleur. Tous les bamakois de bonne foi se souviennent des villas qui étaient construites par les galonnés en détournant des fonds publics et les aides alimentaires accordées par les organismes internationaux.

Le mil, le maïs et le riz qui auraient dû être distribués gratuitement aux paysans étaient revendus par les grands fonctionnaires corrompus aux commerçants. Les victimes de la famine elles, n'en avaient reçu qu'une infime partie. On a même vu les commandants de cercle faire du chantage aux paysans dans la région de Kayes en leur disant que ceux qui ne payaient pas leurs impôts n'auraient pas droit au mil et au riz. Cela avait révolté les paysans de certains villages de Kaniaga. Ces derniers avaient refusé de payer leurs impôts.

Si ces révoltes se répétaient dans tout le pays, soutenues par les travailleurs des villes, le gouvernement de Moussa Traoré et ses commis ne pourrait plus faire ce genre de chantage.

SENEGAL: une vieille politique agricole

Le gouvernement sénégalais vient d'inaugurer ce qu'il appelle pompeusement la " Nouvelle Politique Agricole ". A cette occasion, l'Etat a pris un certain nombre de mesures qui, selon le ministre du Développement Rural, permettront de mettre en place une " nouvelle stratégie pour libérer notre agriculture des aléas climatiques ".

Quelles sont donc ces nouvelles mesures miraculeuses ? La NPA préconise entre autres le " dépérissement " progressif des sociétés d'encadrement rural qui, selon le représentant de l'Etat, coûtent trop chères au budget national et étouffent les initiatives locales des paysans. Ainsi donc, les grandes sociétés d'encadrement, jusqu'ici contrôlées par l'Etat, et qui avaient le monopole de la distribution des engrais, des semences, du matériel agricole, des insecticides, vont être " décentralisées ".

Dorénavant, l'Etat va laisser la place aux huiliers et autres capitalistes privés, pour qu'ils soient en contact plus direct avec les paysans producteurs. Par ailleurs, au lieu d'envoyer un fonctionnaire pour " encadrer " un périmètre, l'Etat va laisser aux chefs de villages la charge de ce travail. C'est ce qu'on appelle " favoriser le développement communautaire ". L'objectif final reste bien entendu toujours le même : augmenter la production des cultures d'exportation (arachide, coton et autres cultures maraîchères destinées au marché européen) tout en diminuant les frais de l'Etat.

Pour lutter contre la sécheresse, voici le remède miracle trouvé par nos dirigeants : lancer dans le pays une nouvelle variété de semence d'arachides à cycle court, c'est-à-dire qui pousserait et mûrirait en moins de temps que les variétés en cours actuellement. Et en ce qui concerne les cultures vivrières, pourtant essentielles à la nourriture de la population, il n'y est même pas fait allusion. Au contraire, on veut encore pousser les paysans à cultiver davantage du coton et d'arachide pour augmenter les devises de l'Etat.

Alors s'il y a quelque chose de nouveau dans cette " Nouvelle Politique Agricole " c'est peut-être une imbécilité de plus qui sort de la bouche de ce ministre prétendant que " la finalité de tout cela est : produire plus et mieux pour le bénéfice exclusif du peuple ".

COTE D'IVOIRE: vous avez dit crise ?

Houphouët vient tout récemment encore, de lancer un appel pathétique aux ivoiriens, leur demandant de faire un effort, car la crise est profonde. Aux ministres, il a demandé de réduire leurs budgets de fonctionnement, de faire des économies en tout genre. Seulement " le canard enchaîné " du 27 / 06 / 84 publie cette histoire édifiante de cynisme : à Yopougon et à Port Bouët, deux quartiers de la banlieue abidjanaise, deux restaurants universitaires ont été construits. L'un a coûté officiellement 1 milliard 300 millions de F CFA ; l'autre 560 millions de F CFA.

Bien évidemment, ce n'étaient pas les coûts réels des restaurants. Mais en période de crise, ou des milliers de familles sont touchées par la vie chère, comment faire pour que les dignitaires se remplissent toujours les poches ? Houphouët a trouvé. Il suffit de surfacturer les opérations commandées par l'Etat. Et la différence passe dans le compte d'un ministre ou d'un haut fonctionnaire. Il y a même d'autres méthodes ; par exemple allouer des millions pour la remise en état d'une résidence, ou pour l'étude d'un projet. Mais comme il n'y a aucune remise en état à faire car la résidence est soit neuve ou vient d'être déjà remise en état, ou qu'il n'y a pas de projet à étudier, eh bien l'argent va dans la poche du ministre ou du responsable concerné. Et ces gens nous parlent de crise.

HAUTE VOLTA

la "révolution" en question

Depuis quelques semaines, les militaires au pouvoir en Haute-Volta semblent avoir adopté une attitude plus dure envers les opposants à leur régime. Ainsi, le 6 juin dernier, 7 personnes accusées de tentative de coup d'Etat, étaient passées par les armes. Parmi ces personnes, il y avait des militaires, mais aussi des civils, dont un riche commerçant de la capitale voltaïque.

Ces exécutions sont-elles le résultat d'un règlement de comptes, ou y-a-t-il eu réellement une tentative de coup d'Etat ? Force est de constater que les auteurs du dernier coup d'Etat en date en Haute-Volta, coup d'Etat baptisé "révolution nationale" devant conduire à "l'avènement d'une société de démocratie populaire", semblent avoir durci le ton, non seulement vis-à-vis d'éventuels opposants, mais aussi vis-à-vis des anciens dignitaires dont le procès public continue toujours. Alors, assiste-t-on en ce moment au déclin du régime, ou à une tentative pour redonner un second souffle à "la révolution" ? Nul ne saurait le dire. Cependant un retour à l'histoire récente de la Haute-Volta, mais aussi une référence à des coups d'Etat similaires en Afrique permet d'avoir une idée de l'évolution de la situation dans ce pays.

Le premier président de la Haute-Volta est Maurice Yaméogo. Ancien député RDA, valet servile de l'impérialisme français, il dirige le pays dans la gabegie et la corruption de 1960 à 1966. En janvier de cette année-là, les militaires interviennent pour la première fois avec le coup d'Etat du Général Sangoulé Lamizana. Le régime de Lamizana, malgré une relative libéralisation dans la vie politique, (autorisation de différents syndicats et multipartisme) ne parvient pas à redresser la situation économique désastreuse. La corruption, les gaspillages d'un côté, la misère, la pauvreté de l'autre, soulèvent un mécontentement général. En 1980, l'armée intervient de nouveau avec le colonel Saye Zerbo. Venu au pouvoir soi-disant pour redresser la situation catastrophique du pays et remettre de l'ordre dans la gestion des affaires publiques, le régime du colonel Zerbo s'essouffle rapidement.

C'est ainsi qu'en novembre 1982, des jeunes officiers prennent l'initiative d'un autre coup d'Etat. A la tête du Conseil militaire qui dirige le pays, se trouve un médecin commandant, Jean-Baptiste Ouédraogo. Il est entouré de jeunes capitaines dont Thomas Sankara, premier ministre. Cette fois, il est question de changements plus radicaux. A cet égard, les heurts sont de plus en plus fréquents entre le président, le commandant Ouédraogo, personnage assez falot, et son premier ministre, le capitaine Sankara, très populaire dans l'armée, pour son comportement bien apprécié des soldats, mais semble-t-il aussi pour ses idées.

Il faut dire que la succession des coups d'Etat n'avait pas empêché la relative floraison d'organisations politiques plus ou moins clandestines. Parmi ces organisations, il y avait la LIPAD, liée au PAI (Parti Africain pour l'Indépendance, parti politique qui eut ses beaux jours entre 1957 et 1960 dans les colonies françaises d'Afrique Occidentale). Mais il faut ajouter aussi l'ULC (Union des Luites Communistes), le ROC (Regroupement des Officiers Communistes) et le PCR (Parti Communiste Révolutionnaire Voltaïque), pro-albanais très influent dans le mouvement étudiant. Toutes ces organisations se réclament peu ou prou du marxisme-léninisme et d'une "révolution populaire de libération nationale" pour les uns, d'une "révolution populaire anti-impérialiste" pour les autres. C'est dans la mouvance de ces différentes organisations se réclamant du marxisme-léninisme que Sankara, mais aussi d'autres jeunes capitaines dont : Blaise Compaoré, Jean-Baptiste Lingani ou le capitaine Zongo ont pu affiner leurs idées politiques. Le fossé se creuse alors de plus en plus entre Sankara, ses partisans et Jean-Baptiste Ouédraogo.

Le 17 mai 1983, Sankara est arrêté. Ce qui provoque la grogne de l'armée, en grande partie acquise à Sankara et ses partisans. Sankara a lui-même dirigé le centre d'entraînement commando de la garnison de Po. Ses principaux compagnons réfugiés dans cette garnison organisent la risposte qui aboutit, le 4 août 1983 à la libération de Sankara et au renversement du commandant Jean-Baptiste Ouédraogo. Les commandos ont donc porté au pouvoir leurs capitaines. Le coup d'Etat est baptisé " révolution du 4 août 83 ", " prise du pouvoir par le peuple voltaïque ". Un " Conseil National de la Révolution " est mis sur pied, avec à sa tête Thomas Sankara, entouré de ses principaux compagnons, les capitaines Lingani, Blaise Compaoré. Des membres des différentes organisations jusque-là plus ou moins clandestines participent au pouvoir. Thomas Sankara, nouveau chef de l'Etat, lance un appel au peuple pour que partout, dans les quartiers, les villages, et même dans les écoles, des CDR (Comités de Défense de la Révolution) se créent.

C'est donc dans la liesse générale que partout dans le pays, des CDR sont mis sur pied. On y trouve pêle-mêle dans un premier temps, des féodaux, des anciens notables, mais aussi des pauvres, les déshérités d'hier qui croient que leur heure a sonné. Le nouveau pouvoir assigne un rôle aux CDR : " empêcher les ennemis intérieurs et extérieurs " de nuire à la " révolution voltaïque ", " les défenseurs des privilèges de la bourgeoisie politico-bureaucratique et de la bourgeoisie compradore ".

Comment remplir cette tâche ? Les capitaines parlent de trois missions des CDR : une politique, " conscientiser les masses " ; une sociale, culturelle et économique, " prise en charge bénévolement de travaux d'intérêt général dans les quartiers " ; enfin la dernière mission est d'ordre militaire, " défendre par tous les moyens les acquis de la révolution ". Et quels acquis ? A la mise en place des CDR appelés à devenir " le gouvernement du peuple par le peuple " a succédé l'épuration dans l'armée. De nombreux officiers supérieurs jugés " incapables de suivre le rythme de la révolution " ont été mis à la retraite d'office. Des magistrats, des hauts fonctionnaires, des commissaires de police, des préfets, des dirigeants de sociétés ont été remplacés par des éléments dits révolutionnaires. Pour le reste, il n'y a rien de nouveau pour les millions de pauvres qui ont pu espérer un changement dans leurs conditions de vie.

Des procès publics d'anciens dignitaires ont été annoncés. Ils continuent de se dérouler. Mais les militaires ont tenu à rassurer les différentes couches sociales. Ainsi, aux commerçants voltaïques, il a été donné la garantie que la liberté de commerce ne sera pas menacée. Quant aux dignitaires catholiques et musulmans, ils ont été rassurés : on ne touchera pas à la religion et à ses privilèges. Même les chefs coutumiers ont eu l'assurance que la tradition sera respectée (on ne touchera donc pas à leurs privilèges fondamentaux), même si le Moro Naba, chef suprême des Mossi (une des principales ethnies du pays) se voit supprimer certains avantages tel que le non-paiement des charges d'électricité. Comme on le voit donc, le nouveau régime voltaïque, sous les flonflons de la phraséologie révolutionnaire, a su installer son pouvoir : le quadrillage de la population est assuré grâce aux CDR qui donnent l'impression au peuple de participer au pouvoir ; les différents groupes de pression du pays, rassurés sur leurs privilèges garantis, soutiennent ou sont neutralisés. Et gare à ceux qui seraient tentés par la contestation.

Le SNEAHV (Syndicat National des Enseignants Africains de Haute-Volta) en sait quelque chose. Ayant eu des velléités de contestation du nouveau régime, au point de lancer un mot/de grève, des dirigeants de ce syndicat ont été arrêtés et les grévistes démissionnés de leur poste. /d'ordre

Ces derniers temps, des dissensions sont apparues semblent-t-il entre les militaires au pouvoir et les civils membres des différentes organisations qui soutiennent ou participent au pouvoir. Le ministre de l'Information a même dû démissionner. On a ainsi vu des tracts circuler à Ouagadougou, critiquant telle ou telle organisation. Il est évident que des tracts de ce genre ne sauraient circuler, même sous le manteau,

sans l'aval, au moins tacite des militaires. Alors s'agit-il de conflit réel entre militaires-civils au pouvoir, ou est-ce une retombée du désir (dont parlent certains journaux) des militaires de créer un vaste mouvement politique unifié ? Autant de questions auxquelles il est difficile de répondre pour l'instant.

Toujours est-il que les militaires, visiblement se sont installés au pouvoir et "révolution populaire" ou pas, ils semblent y tenir. En témoignent, les nombreux procès dits populaires et surtout la rapidité avec laquelle les auteurs supposés de la tentative de coup d'Etat du 24 mai ont été exécutés. A cet égard, de nombreux responsables des CDR ont dû tomber de haut quand, partis réclamer des armes pour défendre la "révolution" contre la tentative de coup d'Etat (ce qui n'est que le respect des statuts des CDR), ils se sont vus sèchement refuser la moindre arme.

Eh oui, c'est là que le bât blesse. Qui a les armes a le pouvoir. Nos jeunes capitaines ne le savent que trop bien. Et au delà de la phraséologie, des slogans ronflants, cette réalité-là, les événements se chargent de la faire ressortir.

Oui évidemment Sankara et ses compagnons se réclament de la révolution. Et ils ont peut-être été révoltés par la misère des populations. Ils sont peut-être sincères quand ils vilipendent "les bourgeois compradores" ou quand ils jettent en pâture aux CDR réunis en tribunaux populaires, quelques politiciens verveux ou d'anciens dignitaires. Mais remettent-ils cette société en cause ? Non.

Ils sont peut-être aussi sincères que pouvaient l'être un Khadafi en Libye, Ratsiraka à Madagascar, Jerry Rawlings au Ghana ou Samuel Doe au Libéria. En leur temps, tous ces galonnés ont fait d'abord illusion, puis sont tombés dans le lot banal des dictatures plus ou moins féroces d'Afrique et de Madagascar.

Aujourd'hui, Sankara et ses compagnons font illusion. Parce que la Haute Volta est un pays pauvre. Les populations vivent la misère, endurent mille souffrances, tandis qu'à intervalles réguliers, une poignée de privilégiés et de vautours galonnés se remplissent la panse du sang et de la sueur de l'immense majorité pauvre. Qu'après cela un groupe de militaires intervienne et tienne ne serait-ce qu'un langage radical, cela peut créer des illusions.

Malheureusement ce langage-là, même lorsqu'il est suivi de quelques mesures, ne sert qu'à endormir les masses laborieuses. Nulle part ailleurs dans le monde, l'on n'a vu des héros faire le bonheur d'un peuple, sans que ce peuple-là ne soit à l'initiative de l'action. On pourrait bien sûr rétorquer qu'en Haute Volta, les militaires bénéficient d'un large soutien, et qu'ils s'appuient sur des CDR.

Sauf que les CDR ont été créés après le coup d'Etat, et qu'ils font toujours l'objet de purges. Enfin et surtout, même s'il y avait une participation large et consciente de la population, -ce qui n'est pas le cas- rien ne changerait réellement en Haute Volta. Car les militaires au pouvoir ne remettent pas en cause l'exploitation capitaliste. Ils ne cherchent pas à détruire tout ce qui conduit à la corruption, au sous-développement.

C'est dire que comme au Ghana ou à Madagascar, les populations finiront par être confrontées aux problèmes de tous les jours. Et leurs illusions tomberont. Elles abandonneront les tribunaux dits populaires, les CDR. La dictature militaire finira par reprendre ses droits. Alors oui, il faut un programme politique qui se situe dans la perspective de la remise en cause du système capitaliste ; un programme qui fasse appel non pas à des "zorros" fussent-ils galonnés, jeunes et radicaux, dits progressistes ou non ; mais un programme qui fasse appel à la conscience du peuple travailleur, à ses luttes qu'il dirigera lui-même pour sa propre émancipation.

AFRIQUE DU SUD

un système odieux lié à l'exploitation capitaliste

La récente tournée européenne de Pik Botha, premier ministre sud-africain, un des représentants de l'Apartheid a provoqué partout des protestations. Cette tournée se passait au moment même où l'on s'apprêtait à célébrer le 8ème anniversaire des événements sanglants de Soweto, en juin 1976.

C'est ainsi qu'à Londres, plusieurs milliers de personnes ont défilé dans la rue en signe de dénonciation de l'Apartheid. A Paris, il y eut également des manifestations contre la visite du premier ministre sud-africain. Une "semaine de Solidarité avec les victimes de l'Apartheid" y a été organisée.

Beaucoup de gens s'élèvent contre l'Apartheid, même des bourgeois libéraux, mais pas pour les mêmes raisons. Pour nous l'Apartheid est avant tout un système odieux lié à l'exploitation capitaliste qui a pris en Afrique du Sud une forme particulière. Ce régime n'est pas tombé du ciel ; il a ses fondements, il a sa logique, il a son histoire.

Les premiers européens à s'installer en Afrique du Sud furent des Hollandais ; au 17ème siècle une compagnie de commerce installait une escale sur la côte pour ravitailler en produits frais ses bateaux à destination de l'Inde. Cette compagnie, en prenant de l'importance, construisit un camp militaire au Cap de Bonne Espérance. Elle fit venir de Hollande des fonctionnaires pour son administration et ses affaires. Puis arrivèrent des migrants qui travaillaient pour leur propre compte mais étaient liés par contrat à la JAN Company, une entreprise commerciale. Parmi ceux-là, il y avait surtout des paysans libres qu'on appelait "Boers". Il y eut des luttes pour l'occupation des terres.

En effet pour installer un camp militaire ou pour trouver une terre de culture, les colons et les Boers firent la guerre aux autochtones : les Bushmèn, les Hottentots, ensuite les Xhosas et les Zoulous.

Avant la découverte, au 19ème siècle du diamant puis de l'or qui allaient bouleverser la vie économique et sociale, il y eut trois situations bien définies : -Au Cap l'administration coloniale hollandaise, remplacée ensuite par une administration anglaise ; -les Boers qui se sont regroupés en petites républiques ; -les populations indigènes qui vivaient de produits de la terre et de la chasse.

Avec les découvertes du diamant et de l'or, l'administration anglaise du Cap entra en guerre contre les Boers et s'empara de leurs administrations locales autonomes. Ironie du sort : les petits colons Boers qui s'emparaient des terres des indigènes par la force, se faisaient à leur tour massacrer par les gros colons anglais. Ainsi l'ensemble de l'Afrique du Sud passait sous administration anglaise. On reconnut des droits aux Boers. Ces derniers pouvaient participer aux élections. Quant aux populations africaines, on ne leur reconnut aucun droit. Ce fut le début de l'Apartheid, c'est-à-dire d'une institution qui a concentré toutes les formes d'exploitation.

En effet l'arrivée du grand capital et les activités industrielles bouleversèrent le mode de vie existant. On vit apparaître pour la première fois une classe : le prolétariat. Certes les sociétés de mines (diamant, or) faisaient venir de Londres une main d'oeuvre blanche qualifiée. Mais l'exploitation intensive des mines avait besoin de beaucoup d'ouvriers non qualifiés. Seulement la population locale restait attachée à la terre. Très peu de paysans allaient se faire exploiter en ville.

... / ...

On fit venir la main d'oeuvre des pays voisins notamment du Mozambique, mais aussi des Indes et de la Chine. Finalement on se tourna vers la main d'oeuvre locale peu coûteuse. Pour obliger les paysans africains à quitter leur terre, une véritable institution a été mise en place ; des lois ont été votées par les blancs pour les chasser des bonnes terres et pour les parquer dans des véritables camps de concentrations ; certains camps sont mêmes gardés comme des prisons pour empêcher les paysans devenus ouvriers de fuir. D'autres mesures barbares vont suivre : division du pays en zones blanche et noire ; ségrégation raciale dans les transports ; dans les lieux publics (écoles, hôpitaux, jardins, cinéma, toilettes) ; interdiction de mariage entre blanc et noir ; institution des " pass " aux africains ; ségrégation énorme de salaires entre les ouvriers blancs et les ouvriers noirs etc...

Ainsi l'Afrique du Sud est partagée par le régime de l'Apartheid en deux : d'un côté la majorité de bonnes terres, la presque totalité des ressources et richesses sont concentrées entre les mains d'une minorité blanche ; de l'autre la majorité africaine (16 millions de noirs contre 4 millions de blancs) est jetée dans d'immenses ghettos misérables, sur des terres incultes.

Contre toutes ces mesures, contre toutes ces humiliations, les travailleurs africains comme le reste de la population ne demeurent pas les bras croisés. Il y eut plusieurs manifestations, plusieurs révoltes. Par exemple en 1960, à Shaperville, 5 000 personnes se retrouvèrent dans la rue pour protester contre l'obligation de présenter des " pass ". C'était une manifestation pacifique mais la police tira, fit 67 morts et plus de 186 blessés. En juin 1976, à Soweto, cité africaine, 10 000 écoliers défilaient dans les rues pour protester contre l'institution dans les écoles de l'Afrikaner, la langue des Boers, en remplacement de l'anglais. La police tire et tue 10 adolescents. C'est le déclenchement de la colère des autres jeunes écoliers. Dans toutes les villes où se trouvent les noirs, des manifestations succèdent à d'autres manifestations. La liste des manifestations ou révoltes est longue.

Depuis le déclenchement de la lutte contre l'Apartheid, il y a eu plusieurs arrestations, plusieurs assassinats dans les prisons sud-africaines des dirigeants noirs, en particulier ceux de l'organisation nationaliste, l'African National Congress (A N C) :

- Nelson Mandela croupit dans les geôles sud-africaines depuis plus de 22 ans ; il est condamné à l'emprisonnement à vie. Sa femme, elle, est assignée à résidence ; on appelle cela un " bannissement " .

- Walter Sisulu, autre membre de l'ANC croupit également en prison depuis des années.

- Stève Biko, dirigeant du mouvement des étudiants noirs, lui, est assassiné en prison le 11 septembre 1977. Sans compter les pauvres gens, les travailleurs anonymes qui sont assassinés chaque jour, victime du pouvoir raciste de Prétoria.

Bien sûr, nous soutenons cette lutte des sud-africains contre le régime de l'Apartheid ; nous soutenons l'ANC, principale organisation qui combat l'Apartheid. Mais dans sa lutte contre le régime de Prétoria, l'ANC regroupe tout le monde sans distinction de classes sociales. La politique d'une telle organisation qui regroupe tout le monde, aussi bien les paysans, les ouvriers que les commerçants, les bourgeois noirs africains, avocats, médecins, ne peut que se retourner contre les intérêts des gens pauvres. Les petits bourgeois qui dirigent l'ANC ne revendiquent pas la fin de l'exploitation pour les travailleurs noirs. Ils revendiquent seulement le droit aux privilèges, chose que la bourgeoisie blanche leur refuse. Leur rêve, c'est de diriger le pays comme le font les dictateurs qui nous gouvernent aujourd'hui en Afrique.

... / ...

A côté de l'ANC, il y a eu dans le passé une centrale syndicale dynamique des travailleurs africains ; l'I C U (Syndicat des mineurs du cuivre et de l'industrie) qui dirigea par exemple la grande grève de 1920 : 71 000 mineurs africains entrèrent en lutte pour des revendications salariales. Seulement, les dirigeants de ce syndicat prétendaient lutter uniquement pour les intérêts de la population noire. Cléments Kadalie, un des leaders de l'ICU rejetait l'idée de lutte de classes comme étant une idée venant des blancs. Pour lui, la lutte des ouvriers noirs n'était pas une lutte de classes, mais une lutte raciale. Ainsi l'ANC tout comme l'ICU en son temps, subordonne les intérêts des ouvriers sud-africains à la politique contre l'Apartheid. De même que les organisations ouvrières blanches subordonnent les intérêts de la classe ouvrière blanche à la politique ségrégationniste du régime en place.

Or les ouvriers blancs et les ouvriers noirs, par delà les divisions instaurées par le régime de Prétoria, par delà la différence de la couleur de la peau, ont fondamentalement les mêmes intérêts de classe. Le prolétariat d'Afrique du Sud est de loin le plus important numériquement de l'Afrique. Mais le premier obstacle sur le chemin de son émancipation et de sa libération est sans doute le problème de l'Apartheid.

Une organisation révolutionnaire communiste sud-africaine, si elle existe, luttera certes contre l'Apartheid mais ne perdra pas de vue l'objectif principal qui est la destruction du système capitaliste.

Une telle organisation peut offrir non seulement une perspective révolutionnaire pour les ouvriers noirs, mais également pour les ouvriers blancs aussi privilégiés soient-ils aujourd'hui. Son rôle sera de séparer ses frères de classe blancs de ce régime barbare pour qu'ensemble ils luttent pour l'édification d'un monde meilleur.

Le sort et l'avenir du prolétariat sud-africain sont liés au sort du prolétariat mondial. Son combat, sa victoire ou sa défaite s'inscrivent dans le combat du prolétariat mondial pour la destruction, à l'échelle du monde, de l'exploitation et de l'oppression. Seule la victoire du prolétariat à cette échelle pourra mettre fin définitivement à toute oppression, y compris l'oppression raciale.

* * * * *
* * * * *
* * *

* * * * *
* * * * *
* * *

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.